

**JUSTICE EN BREF
JUST NEWS
JUSTICIA Y ESPERANZA
YOU TI KOUT JE SOU LAJISTIS**

Volume IX No. 4
Octobre 2009

Flash sur le Réseau justice sociale SSA

Du 24 au 27 septembre dernier a eu lieu la rencontre annuelle des membres du Réseau de justice sociale SSA à Lachine. Une rencontre dynamique faite de fraternité, de prières, de temps d'approfondissement et d'échanges, avec, de la province St. Marie : Carol Proietti et Ana Maria Gajardo (du Chili) ainsi que Sandra Araya, invitée; de la province St. Joseph : Sheila Moss et Joyce Harris ; de la province Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours : Monia Joseph ; et de la province Esther-Blondin : Denise Breault et Denise Caron. Aussi de l'Administration générale, Lucille Goulet, et du Bureau de justice sociale, Renaude Grégoire.

(suite page 10)

Oui, nous aurons au Nord un automne tout en couleurs alors que le Sud vivra un autre printemps.

Oui, un automne qui aura les couleurs de la compassion, de la solidarité et de la réconciliation. Plusieurs organismes partenaires profitent de l'automne pour lancer ou continuer leur campagne de solidarité. Vous trouverez un premier aperçu de cela sur la page Coffre à outils de ce bulletin. Quant à notre réseau de justice sociale SSA, il a tenu sa rencontre annuelle à la fin septembre.

Nous ne baisserons pas les bras alors que de plus en plus de gens vivent une conversion sur la nécessité de prendre soin de la création. Nous continuerons aussi de lutter contre la traite humaine et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants. Au cours des prochaines semaines, nous garderons les yeux fixés sur les Jeux Olympiques de Vancouver afin que ces Jeux soient libres de toute exploitation.

Notre action doit contribuer à faire de notre terre un jardin libre de toute exploitation des humains et de la création. •

Bureau de justice sociale SSA

Photo en haut à droite : Soeur Ana Maria Gajardo présente les deux affiches publiées par les soeurs du Chili contre la traite humaine.



Dans ce numéro

Flash sur le Réseau Justice sociale SSA	1
Réconciliation	2
En faisant le tour du jardin	6
Lamentations sur l'eau	11
Coffre à outils	12



Réconciliation : Canada / Premières Nations/SSA

par soeur Marie Zarowny

Les Soeurs de Sainte-Anne, que ce soit au Québec ou dans l'Ouest canadien, ont une longue histoire de ministères avec et pour les membres des Premières Nations de ce vaste pays. Au Québec, c'était dans les écoles de jour sur les réserves et à l'Académie Queen of Angels où les jeunes filles mohawk continuent d'étudier encore aujourd'hui. En Colombie-Britannique et dans le Nord, l'histoire remonte à notre arrivée à Victoria en 1858 et se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Elle inclut notre engagement à la fois dans les écoles de jour et les écoles résidentielles, la pastorale dans les réserves, dans les communautés des Premières Nations et dans les villes, le travail en solidarité avec les luttes des Premières Nations dans la mosaïque canadienne, notre participation aux efforts de guérison et réconciliation, dans la santé, dans l'éducation des adultes et divers types de service social.

Cette histoire a coïncidé avec l'histoire de la colonisation des Premières Nations sur le territoire canadien et des vagues successives d'immigration venant d'Europe, ayant comme résultat la domination sociale des Euro-canadiens. Les attitudes de supériorité, de discrimination et de domination ont donné lieu à la mise en place de structures qui ont intégré ces attitudes dans tous les aspects de la vie civique, attitudes qui se perpétuent encore aujourd'hui.



Le 29 avril 2009, soeur Marie représentait les communautés religieuses féminines impliquées dans les écoles résidentielles dans la délégation Premières Nations /Église catholique qui a rencontré le pape Benoit XVI. Le Chef national des Premières Nations, Phil Fontaine, a lu une adresse. "Copyright © Servizio Fotografico de l'Osservatore Romano." P.Baribeau, CCEPIRSS (Corporation of Catholic Entities Party to the Residential Schools Settlement), D.Opekokew, AFN, Archbishop J.Weisgerber, CECC (President), K.Mahoney, AFN P.Fontaine, Chef national AFN, Benedict XVI Archbishop G.Pettipas, CCEPIRSS, E.John, AFN M.Zarowny, SSA T.Kinew, AFN, T.Coonen, OMI (représentant des communautés masculines)

Les membres et les communautés des Premières Nations ont le sentiment d'être intellectuellement, socialement et économiquement inférieurs et spirituellement damnés. Leur territoire, qui est à la base de leur identité, de leur spiritualité, de leur politique et de leur vie économique, leur a été enlevé; les promesses faites par les gouvernements ont été et sont continuellement brisées, et les relations de confiance, trahies. En dépit des bonnes intentions de bon nombre de ceux qui ont travaillé avec eux, la création des écoles résidentielles, à la fin des années 1800, et leur fonctionnement durant près d'une centaine d'années, ont contribué à la perte de leur identité, à la désintégration sociale et à l'éclatement de la famille.

Miraculeusement, ces peuples ont survécu. La revitalisation de la culture et la renaissance du sentiment d'identité ont commencé à traverser le pays dans les années 1960 : la documentation historique sur leurs droits ancestraux a favorisé ce processus et les patients efforts répétés pour articuler et regagner leurs droits à l'autodétermination ont commencé à porter fruit. Une large partie de la popu-



lation canadienne est devenue graduellement consciente de cette situation et, peu à peu, sensibilisée à ces questions.

Cependant, beaucoup reste à faire! Aujourd'hui encore, beaucoup trop de familles des Premières Nations vivent dans la pauvreté, logées dans des habitations inadéquates et avec peu de ressources en santé et en éducation; beaucoup trop d'argent, de temps et d'énergie ont été dépensés avant que les Premières Nations réussissent à faire reconnaître leurs droits et qu'elles soient respectées; trop de leurs membres continuent d'être victimes d'attitudes et de comportements racistes.

Historiquement, l'histoire de la colonisation canadienne est une histoire d'injustice. Théologiquement, c'est un classique exemple de péché social – quand un groupe cherche à dominer un autre en spoliant son identité et sa culture. Ce péché structurel évolue quand, pour atteindre leurs objectifs, des institutions telles que les écoles résidentielles et les diverses lois mises en place, interdisent les pratiques spirituelles. En 1991, le pape Jean-Paul II a écrit que « *démanteler de telles structures et les remplacer par des formes plus authentiques de convivialité constitue une tâche qui requiert courage et patience* » (*Centesimo Anno*). Selon mon expérience, cela demande aussi des idées et de la détermination. Et je crois que nous, au Canada, nous vivons un moment unique de cette histoire, que nous pourrions appeler « temps de grâce », dans notre relation avec les Premières Nations. C'est notre privilège, comme Canadiens et religieux, d'être invités par ceux que le Canada a marginalisés, à entrer dans un processus de réconciliation.

En 1996, le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones a déclaré:



Le Canada est le terrain d'essai d'une noble idée - l'idée selon laquelle des peuples différents peuvent partager des terres, des ressources, des pou-

voirs et des rêves tout en respectant leurs différences. L'histoire du Canada est celle de beaucoup de ces peuples qui, après bien des tentatives et des échecs, s'efforcent encore de vivre côte à côte dans la paix et l'harmonie.

Cependant, sans justice, il ne peut y avoir ni paix ni harmonie. C'est pour aider à rétablir une relation fondée sur la justice entre autochtones et non-autochtones au Canada, et pour proposer des solutions concrètes à des problèmes difficiles à résoudre, que la Commission royale sur les peuples autochtones a été établie.

À la fin de son rapport, la Commission affirme :

Notre but véritable est toutefois un changement plus radical. Il s'agit de modifier des vies, de veiller à ce que les enfants autochtones grandissent avec la certitude qu'ils sont importants, que leur vie est précieuse, qu'ils méritent l'amour et le respect et qu'ils possèdent les clés d'un avenir prometteur en tant qu'égaux au sein de la société.

La Commission royale d'enquête a demandé un engagement de 20 ans, un engagement national pour construire une nouvelle relation entre les Premières Nations



et le Canada, une relation qui soit basée sur les principes de **reconnaissance, de respect, de partage et de responsabilité.**

Ceux qui ont été dans les écoles résidentielles - ou les descendants de ces pensionnaires - ont demandé au Canada et aux Églises, qui ont géré ces écoles, de reconnaître qu'elles faisaient partie d'une politique gouvernementale qui avait comme visée, de dominer et d'éradiquer les cultures des Premières Nations malgré les objectifs, sans doute louables, qui pouvaient y être poursuivis. De diverses manières, les Premières Nations de ce territoire nous ont demandé d'entendre leurs douleurs, d'ouvrir le chemin de la réparation et d'entrer avec elles dans une nouvelle relation basée sur le respect mutuel.

Ce que les Premières Nations demandent correspond exactement à la compréhension chrétienne de la *Réconciliation*, compréhension articulée dans un écrit récent du rédempteur Robert Shreiter, qui a spécifiquement abordé les *fautes historiques et sociales qui requièrent la réconciliation*. Selon Shreiter, la réconciliation est un acte sacré ayant Dieu comme auteur; la première préoccupation de Dieu est toujours la guérison de la victime; et, dans la réconciliation, Dieu fait, à la fois de la victime et de l'opresseur, une nouvelle création.



Ce processus commence avec *la vérité dite*, lorsque le silence qui cache ce qui est faux est rompu et que la domination d'un groupe sur un autre soit révélée. La seconde étape est la *poursuite de la justice* : la justice peut être sous la forme de réparation pour les actes répréhensibles ou d'incarcération de l'auteur du méfait. Cependant, lorsque la faute est structurée et ancrée socialement, l'exercice de la justice exige le démantèlement des attitudes de supériorité et des structures d'inégalité. Cela exige des actions concrètes qui mènent *au respect mutuel et à des relations justes*. La troisième phase de la réconciliation biblique est l'établissement de relations d'équité et de confiance. Le 11 juin 2008, le Canada a présenté des excuses formelles aux anciens pensionnaires des écoles résidentielles. En acceptant ces excuses et en leur répliquant, les chefs des Premières Nations ont parlé d'un nouveau départ. L'un après l'autre, ils ont plaidé auprès du gouvernement fédéral et de tous les Canadiens, leur demandant d'entrer dans une nouvelle relation fondée sur le respect mutuel et la justice. Ils ont demandé que, des paroles, on passe à des actions concrètes.

Quel est notre rôle en tant que Sœurs de Sainte-Anne dans ce processus? L'ancien chef de l'Assemblée des Premières Nations a déclaré: « *pour notre peuple, réconciliation signifie l'élimination de la pauvreté des Premières Nations* » ... et ce faisant, il soulignait l'importance du soutien et de l'engagement de tous les Canadiens. Il a poursuivi en disant que nous avons, dans l'Église catholique, un rôle important à jouer, en particulier en utilisant « *notre influence, notre expérience et notre engagement pour aider les Premières Nations à sortir de la pauvreté* ». Peut-être qu'en abordant la question de la pauvreté dans notre monde et au Canada, nous pouvons être particulièrement conscients des politiques qui maintiennent les autochtones, d'ici et d'ailleurs, dans la pauvreté; chercher à comprendre comment ces politiques et la pauvreté elle-même ont des impacts sur les autochtones; et nous joindre à d'autres pour essayer de résoudre ces problèmes.



Plus personnellement, nous savons que nous aussi sommes façonnés par les valeurs et les attitudes de la société dominante dans laquelle nous vivons. Peut-être avons-nous besoin de découvrir nos propres attitudes latentes de supériorité et de domination, qui donnent souvent lieu à des expressions racistes.

Le 30 avril dernier, Sœur Marie Zarowny s'est adressée à la délégation des Premières Nations lors d'une réception à la Maison générale des Oblats de Marie-Immaculée. Le texte de son message paraît sur le site de la CRC : <http://www.crc-canada.org/main.cfm?nID=553&nssid=8¤t=8&nsid=63>

L'invitation à reconstruire des relations justes avec les Premières nations du Canada ne concerne pas uniquement les secteurs du politique et de l'économie; je crois qu'elle est aussi un impératif pour le religieux et le spirituel. Le temps est venu, MAINTENANT, en tant que Canadiens et comme religieux, d'entrer dans ce processus.

En faisant le tour du jardin..

Province Ste Marie

Responsabilité sociale des entreprises - L'Eau embouteillée

par soeur Carol Proietti

Think Outside the Bottle « Pensez hors de la bouteille » est une campagne pour promouvoir, protéger et assurer un financement public pour nos systèmes d'eau publics. Cela signifie que nous mettons au défi les compagnies qui minent la confiance du public en l'eau du robinet. Cette campagne rejoint des fonctionnaires, des groupes confessionnels, des restaurants, des célébrités, des campus étudiants et des particuliers pour soutenir les systèmes publics tout en mettant un stop sur l'eau embouteillée. Les Sœurs et Associés de la province ont envoyé des cartes postales à Pepsi et Coca Cola, demandant de révéler que l'eau utilisée pour l'embouteillage vient du système public et non pas « de source naturelle ». Pepsi a finalement accepté (NDLT : elle annonce clairement que son eau Aquafina provient d'une « source d'eau publique ») mais nous attendons toujours de voir ce que les propriétaires de Coca Cola vont faire.

Province Esther-Blondin

Une présence signifiante à Lachine

par sœurs Françoise Rajotte et Denise Breault

Sœur Jeanne Arsenault est engagée à l'œuvre de la Soupe à Lachine depuis près de 20 ans. L'hiver n'est pas facile! Offrir des repas chauds et divers services de dépannage est essentiel pour les 35 à 60 personnes qui bénéficient de ces services. Plusieurs témoignent que l'œuvre de la soupe contribue « à chasser les angoisses ». Sœur Jeanne est aussi engagée au Conseil d'administration dans cette œuvre totalement tenue par des bénévoles, le directeur inclus.

(suite page 9...)



L'oeuvre de la Soupe à Lachine

Province St. Joseph

Une session contre la traite

par soeur Sheila Moss

Durant notre session de juillet, notre comité de justice sociale a invité Michael Marwick comme conférencier. Michael est enseignant, chercheur et sa pratique professionnelle explore comment la dignité humaine avance à travers les communications sociales et le changement. Son doctorat au Simon Fraser University a porté sur les impacts de la guerre contre la terreur sur la dignité humaine et la démocratie. Son plus récent « titre de gloire » a été l'organisation d'une conférence à Vancouver en mars 2009 ayant pour titre : « Un, c'est déjà trop : Un Sommet Citoyen sur la traite des personnes lors des Jeux olympiques de 2010 et au-delà ».

Avant la bénédiction de la communauté sur Michael, Sheila Moss a fait un bref historique sur les interventions de la Congrégation et des diverses provinces pour arrêter la traite humaine.

Dans son introduction, Michael a remercié les sœurs pour leur engagement remarquable dans l'éducation et la justice sociale. Sa présentation a été stimulante, passionnée et il a relevé le défi d'utiliser l'art, les Écritures, des extraits de l'Encyclique « Caritas Veritate » de Benoît XVI, des histoires personnelles et des données factuelles pour nous amener à être des participantes actives dans le Sommet Citoyen afin de mettre fin à la traite des êtres humains.



Soeur Sheila Moss

Le Sommet citoyen est une coalition de groupes de base, de groupes communautaires, d'organismes de services sociaux, juridiques, pluriconfessionnelles et des partis politiques qui veulent maintenir la pression sur le gouvernement de la Colombie-Britannique et le COVAN (Comité olympique de Vancouver) pour s'assurer que les Jeux olympiques d'hiver de 2010 soient libres de toute traite humaine. Le but du Sommet Citoyen n'est pas tant de faire de la sensibilisation, mais de s'organiser pour que les choses changent. À cette fin, les groupes du Sommet citoyen ont travaillé très fort pour préparer une déclaration qui a été largement appuyée et qui sera présentée à l'automne au Solliciteur général de la Colombie-Britannique et au COVAN. Les Soeurs de la Province Saint-Joseph ont aussi signé cette Déclaration.

La Déclaration préconise d'agir principalement dans trois domaines: la poursuite des trafiquants d'êtres humains, la protection des victimes de la traite des êtres humains et l'efficacité de la prévention contre ce phénomène.



Michael Marwick

Michael nous a rappelé qu'une poursuite efficace des trafiquants d'êtres humains exige des changements législatifs et politiques, une formation supplémentaire et des ressources financières adéquates pour ceux qui voudraient traduire les trafiquants en justice. Au Canada, certains partis politiques sont en faveur de la poursuite parce qu'ils soutiennent le modèle de la Suède. Cette première étape est prometteuse. Une protection efficace des victimes de la traite implique la coordination entre les services, les agences non gouvernementales de services sociaux et les gardes aux frontières pour libérer les femmes et les enfants contre la violence et la dégradation de toutes les formes d'esclavage sexuel, assurer le respect des droits des victimes et les accompagner efficacement sur les voies de la guérison. Une prévention efficace avant, pendant et après les Jeux Olympiques exige que les autorités frontalières, la GRC et les services sociaux soient proactifs et bien formés pour identifier les trafiquants et leurs victimes. La prévention doit également porter sur la demande de rapports sexuels rémunérés parce que cette industrie du sexe, qui est très rentable, doit être arrêtée.

Après sa présentation « PowerPoint », Michael nous a invités à participer à la campagne de l'automne dans un processus d'apporter des changements. En petits groupes, nous avons identifié des individus et des groupes de décideurs qui pourraient être en mesure d'être en lien avec d'autres pour apporter des changements efficaces dans les mentalités et dans le concret.

Tout le monde était impressionné par la volonté de changements des différents groupes qui, pour la première fois, ont collaboré ensemble pour former ce Sommet Citoyen et composer la Déclaration anti-traite humaine.

En terminant, Lorraine Lamarre a remercié chaleureusement Michael pour son engagement personnel et son excellente présentation. Nous attendons avec impatience la suite des actions spécifiques pour continuer de faire pression sur toutes les parties concernées afin qu'il n'y ait pas une seule victime de la traite humaine pour les Jeux de 2010!



(suite de la page 6)

Sœur Jeanne affirme : « Une présence signifiante auprès des démunis s'inscrit vraiment dans la justice sociale. Mère Marie-Anne nous a donné l'exemple de l'attention portée aux pauvres. Le Centre organise aussi des activités de financement pour soutenir les projets actuels et futurs. Ces derniers visent toujours à rendre les gens plus autonomes. De plus en plus, le milieu est conscientisé aux besoins des chômeurs, des gens malades, des gens qui ne trouvent pas d'emploi. »



Présence à Rosemont—La Petite-Patrie par soeur Jeanne Gareau

À la 1ère Avenue, par-delà notre souci de promouvoir la justice sociale à l'échelle nationale et internationale, nous avons choisi deux cibles dans notre environnement immédiat.

Première cible : le Centre Paulines, ouvert de puis trois ans, rue Masson. Là, sœur Jeanne Lemire, f.s.p., dirige avec succès la librairie indépendante, le café-resto et la salle de rencontres. Les Filles de Saint-Paul ne ratent pas une occasion de manifester leur solidarité envers le quartier : participation aux marches organisées par les organismes communautaires, présence à l'actualité spirituelle et culturelle, accueil des enfants.



Le Centre Paulines, c'est plus qu'une entreprise : c'est un levier, c'est un témoignage! Côté les Sœurs Paulines, c'est apprendre et nous enrichir à leur contact.

Deuxième cible : le Square Rosemont, un lieu d'accueil et d'accompagnement de personnes en difficulté. Au printemps dernier, nous avons saisi l'occasion de manifester notre appui au personnel et à la clientèle du Square. Plusieurs d'entre nous ont visité l'expo-vente d'œuvres d'art tenue du 3 au 7 juin sous le thème Faisons entrer le soleil. Sœur Clairette Brunet, supérieure, était présente au vernissage à titre de collaboratrice. Quant aux visiteuses, chaleureusement accueillies par les responsables, elles ont pu se renseigner sur la vocation du Square et encourager les artistes.



(suite de la page 1) FLASH sur la rencontre du Réseau justice sociale SSA

Notre thème était : **NOUS NOUS ENGAGEONS À TÉMOIGNER DE LA RÉCONCILIATION ET DE LA JUSTICE ET À LES PROMOUVOIR. Par conséquent, nous choisissons d'AGIR COMME CONGRÉGATION.** Dans notre prochain bulletin, nous vous partagerons les fruits de cette rencontre où nous avons abordé la réalité de la réconciliation, les défis de la justice sociale et ce que signifie pour nous AGIR COMME CONGRÉGATION. La pauvreté se présente à nous comme le fil conducteur qui continue à étendre ses effets négatifs, que cela concerne l'environnement, la traite humaine, le droit à l'eau, etc...Mais rien de mieux que de demander à l'une ou l'autre participante d'en parler de vive voix.



Soeurs Denise Breault et Denise Caron



Soeurs Sheila Moss et Joyce Harris



Soeur Sandra Araya et Soeur Rita Larivée



Lors du repas du Congo, soeur Lucille Goulet a présenté le quotidien de ce peuple.



Soeur Monia Joseph et Soeur Carol Proietti



La flotte de bateaux : symbole utilisé pour parler de ce que signifie AGIR comme Congrégation.

Lamentations sur l'eau - en plusieurs langues

Cette prière a été inspirée par le psaume 137 au Forum de Kairos tenue en Ontario (Canada) en juin 2009.

Sur les rives de Babel, nous nous sommes assis et avons pleuré en nous souvenant de Sion.

By the Fraser , Tsolum, Bulkley and Skeena Rivers, we sat down and wept when we remembered.

Comment nous souvenir des jours anciens quand des exploiters détournent nos cours d'eau et les clôturent et bannissent nos chants, quand notre démocratie s'échappe de nos mains?

Sur les rives du fleuve Saint Laurent, de la Romaine, de la Péribonka, nous nous sommes assis et avons pleuré en nous souvenant.

By the Sacramento, Cuyahoga and Ohio Rivers we sat down and wept when we remembered

Al pie de los glaciares Toro 1, Toro 2 y Esperanza we sat down and wept when we remembered

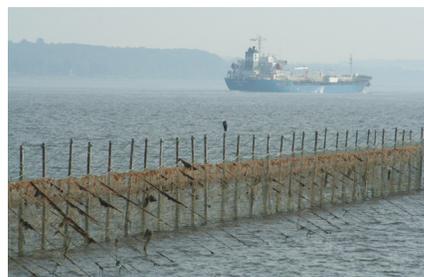
Nou te chita bò larivyè Artibonite, larivyè Massacre,
larivyè Pédernales, nou t'ap kriye

By the Panda, Mura and Mponzo rivers we sat down
and wept when we remembered.

How can we remember the old ways
when strangers broke and fenced our land and banned our
teachings, when our children were taken from us?

Sur les rives des rivières de la vie, nous nous sommes assis et
avons pleuré en nous souvenant.

Sur les rives des rivières de la vie, que la guérison et la justice
coulent avec nos larmes!



Le fleuve Saint-Laurent

Deux extraits de l'ENCYCLIQUE DU PAPE « La vérité dans la charité »

Le droit à l'alimentation, de même que le droit à l'eau, revêtent un rôle important pour l'acquisition d'autres droits, en commençant avant tout par le droit fondamental à la vie. Il est donc nécessaire que se forme une conscience solidaire qui considère l'alimentation et l'accès à l'eau comme droits universels de tous les êtres humains, sans distinction ni discrimination. (no 27)



L'Église a une responsabilité envers la création et doit la faire valoir publiquement aussi. Ce faisant, elle doit préserver non seulement la terre, l'eau et l'air comme dons de la création appartenant à tous, elle doit surtout protéger l'homme de sa propre destruction. Une sorte d'écologie de l'homme, comprise de manière juste, est nécessaire. (no 51)

COFFRE À OUTILS

Kyoto +
Une campagne canadienne pour avoir une
solution à la crise climatique
<http://www.kyotoplus.ca/>

Développement et Paix
Campagne d'automne 2009 : Nous tra-
vaillons la terre, nous luttons pour nos
droits
www.dev.org

Kairos Semaine d'action 17 – 24 Octobre
2009 - Lien entre lutte à la pauvreté et ac-
tion pour le climat
www.kairoscanada.org

Dignité pour tous :
pour un Canada sans pauvreté
<http://www.dignityforall.ca/>

Réforme de l'immigration aux États-Unis
(en anglais) <http://faithandimmigration.org/>

Chrétiens pour la réforme des soins de santé
(en anglais)
http://go.sojo.net/campaign/health_care

Intercommunity peace and justice center
(en anglais)
<http://www.ipjc.org/>

Entraide Missionnaire (en français);
Solidarité avec Haïti et le Congo
<http://www.web.net/~emi/>

Groupe d'appui aux rapatriés et aux réfu-
giés en Haïti
<http://www.garr-haiti.org/>

Center of concern
(en anglais) <http://www.coc.org/>

Responsabilité sociale des entreprises
avec ICCR (en anglais)
<http://www.iccr.org/>

Observatoire sur les conflits miniers en
Amérique latine-
(site en espagnol)
<http://www.olca.cl/oca/index.htm>

PROCHAINE ÉDITION

Notre prochaine édition
sortira en décembre pour
partager encore plus d'in-
formations avec vous sur la
rencontre du Réseau justice
sociale SSA!

Date limite pour les prochains articles : 15 novembre 2009

Pour nous joindre :
Renaude Grégoire
Bureau de justice sociale SSA
Tel: 514-637-3783, ext. 216
Courriel : ssajust@ssacong.org